

Lundi 7 novembre 2011 -

Davantage de renoncements aux soins en zone urbaine sensible

PARIS, 7 novembre 2011 (APM) - La probabilité qu'une personne ait renoncé à se soigner pour des raisons financières est plus élevée en zone urbaine sensible qu'en-dehors, selon le rapport 2011 de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles (Onzus) publié vendredi.

Ce rapport, mis en ligne sur le site internet de la Documentation française, montre que les résidents des ZUS sont globalement en moins bonne santé et recourent moins aux soins que le reste de la population.

Les données colligées dans le rapport sont notamment issues de l'enquête "Santé et protection sociale" 2008 de l'Institut de recherche et documentation en économie de la santé (Irdes) et de l'étude "Trajectoires et origines" 2008 de l'Institut national des études démographiques (Ined).

Selon des données arrêtées en 2006, ces zones définies par la loi du 14 novembre 1996 concentrent 7% de la population française (4,4 millions de personnes). Cette population apparaît "plus jeune, moins diplômée, moins active", souligne l'Onzus.

En 2008, 23% des résidents des ZUS ont déclaré avoir déjà renoncé à des soins contre 17% dans le reste du territoire. Ils sont 12,7% à avoir renoncé à des soins dentaires pour raisons financières, contre 9,3% des habitants hors ZUS.

UNE MOINDRE COUVERTURE EN COMPLEMENTAIRE SANTE

Le nombre de personnes qui se déclarent en "bonne" ou "très bonne" santé atteint 65,1% dans les ZUS mais 72,5% en-dehors, mais ces écarts de santé sont "probablement" sous-estimés, selon le rapport.

Il observe que le moins bon état de santé perçu "peut être lié à un moindre recours aux soins", dans la mesure où les habitants des ZUS ont moins souvent consulté un médecin généraliste (83,4% en ZUS contre 86,2% hors ZUS).

Les bénéficiaires d'une couverture santé complémentaire sont moins nombreux en ZUS (69,8% contre 86,6% en dehors), à l'inverse des bénéficiaires de la couverture maladie universelle (CMU, 15,3% contre 5,7%), tandis que la proportion de la population sans aucune couverture y est deux fois plus importante (14,9% contre 7,7%), à tout âge et quel que soit le sexe.

Le rapport souligne qu'en 2007, la densité de médecins généralistes et d'infirmiers en ZUS était respectivement inférieure de 47% et de 63% à celle de leurs agglomérations, bien que ces écarts se réduisent partiellement en prenant en compte les implantations libérales ou hospitalières situées dans un rayon de 150 mètres au-delà des limites du quartier.

Les écarts observés entre les ZUS et leurs agglomérations peuvent s'expliquer en partie par la structure de la population, selon l'observatoire, qui note que ces quartiers abritent des populations plus modestes, avec une surreprésentation des ouvriers, employés, personnes à faible niveau

d'études et non couverte par une complémentaire santé.

Les résidents des ZUS s'avèrent plus souvent atteints par le surpoids (45,5% soit +5,1 points), notamment chez les femmes (+11,9 points) ou l'obésité (15,3%, soit +3,6 points).

L'Onzus note qu'en 2010, les crédits consacrés à la politique de la ville ont atteint près de 418 millions d'euros, dont 3,5% (14,6 millions) à la thématique "santé et accès aux soins", loin derrière "lien social, citoyenneté et participation à la vie publique" (31,9%) et "éducation et accès aux savoirs de base" (31,6%).

L'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (Acsé) a engagé 14,4 millions d'euros en 2010 pour le financement des volets santé des contrats urbains de cohésion sociale (cucs) et 6,2 millions d'euros pour le développement des ateliers santé ville (ASV), qui participent au diagnostic de l'offre de santé et de prévention, désormais en coordination avec les ARS.

Rapport 2011 de l'Onzus

vg/san/APM polsan
redaction@apmnews.com

VGOK4004 07/11/2011 10:58 ACTU

©1989-2011 APM International.

*APM International est une SAS au capital de 308.000 € du groupe [Wilmington Group plc](#).
33, Avenue de la République, 75011 PARIS, France
Tél: 01 48 06 54 92, Fax: 01 48 06 27 00
RCS PARIS B 351 616 859 - SIRET 351 616 859 000 36 - APE 6391Z
Numéro de TVA intracommunautaire FR33351616859*